



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

Du 12 au 18 octobre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Agriculture.....	2
• Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRÉRAD-OI)	
1.2 Coopération.....	3
• France – Inde : 5e dialogue de coopération maritime	
1.3 Changement climatique.....	4
• Climat : l'Afrique face à l'accès aux financements	

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....	5
• DEFORESTATION IN MADAGASCAR : HOW TO REFOREST 75,000 HECTARES PER YEAR?	
• Flora and fauna face a trifecta of threats in Seychelles	
• Trafic d'espèces endémiques : problèmes croissants à Madagascar !	
2.2 Economie.....	10
• Air Madagascar : l'engagement d'une procédure de redressement judiciaire est inévitable	
2.3 Sécurité alimentaire.....	11
• Journée Mondiale de l'Alimentation : Maneesh Gobin accentue son message sur l'autosuffisance et l'agro-processing	
2.4 Pêche.....	12
• Applications now open as Seychelles embraces a new industry: aquaculture	
2.5 Coopération.....	14
• Comores-Emirats Arabes Unis : des hommes d'affaires émiratis ambitionnent investir aux Comores	
2.6 Tourisme.....	15
• Voyage : hausse des réservations sur les vols en direction de Maurice	
2.7 Société.....	16
• UN Global Compact Maurice et OI : Un relais stimulant pour affirmer la vision durable de l'entreprise	

Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRÉRAD-OI)



Cont Art Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien (PRÉRAD-OI)

Depuis maintenant 2014, les cinq pays membres de la **Commission de l'océan Indien (COI)** se sont dotés d'un outil au service de la coopération scientifique régionale dans le sud-ouest de l'océan Indien, afin d'accroître la visibilité et la contribution de la recherche agricole au développement durable de la région.

La PRÉRAD-OI participe ainsi à la structuration de la recherche agronomique, au développement et à la promotion de l'innovation et au renforcement des capacités afin de répondre aux grands enjeux alimentaires, sanitaires et environnementaux que doivent relever nos territoires insulaires.

La plateforme accompagne ainsi cinq réseaux de compétences qui investissent chacun cinq thématiques stratégiques, parmi lesquels les **réseaux PRPV** et Germination.

Par ailleurs, ce dispositif développe en propre des activités à travers le développement d'outils d'aide à la prise de décision avec notamment le non moins emblématique projet d'observatoire des agricultures de l'océan Indien. Agile, la PRÉRAD-OI favorise et facilite l'émergence et la structuration de réseaux d'acteurs sur de nouvelles problématiques identifiées collectivement au niveau régional... Elle participe à la mise en lumière et à la promotion des résultats des réseaux thématiques à travers son site web et les réseaux sociaux...

Pour en savoir plus : <https://www.prerad-oi.org>

France – Inde : 5e dialogue de coopération maritime (11 octobre 2021)

La cinquième session du dialogue de coopération maritime franco-indien s'est tenue le 11 octobre 2021 à Paris, en présence de M. Pankaj Saran, Conseiller adjoint à la sécurité nationale auprès du Premier ministre de l'Inde et, côté français, de M. Marcel Escure, Ambassadeur délégué à la coopération régionale dans la zone de l'océan Indien, de Mme Alice Guitton, Directrice générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées, et de M. Alexandre Vulic, Directeur adjoint des affaires stratégiques et du désarmement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Dans le prolongement des échanges réguliers entre le Président de la République française, M. Emmanuel Macron, et le Premier ministre indien, M. Narendra Modi, le dialogue franco-indien de coopération maritime contribue au renforcement du partenariat stratégique entre la France et l'Inde. Cette cinquième édition a permis, au terme d'une journée d'échanges et de discussions approfondis, de développer et de renforcer les coopérations franco-indiennes dans le domaine de la sécurité et de la sûreté maritimes, notamment par des échanges réguliers ainsi que par l'approfondissement des relations entre les Marines, tout en réaffirmant notre engagement commun dans la région indopacifique.

Les enceintes régionales telles que l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA), la **Commission de l'océan Indien (COI)** et le symposium des Marines de l'océan Indien (IONS) constituent des cadres qui contribuent au renforcement de la coopération franco-indienne sur les questions maritimes.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- <https://english.lokmat.com/international/indo-french-dialogue-on-maritime-cooperation-helped-strengthen-strategic-partnership-french-embassy/>
- <https://www.republicworld.com/world-news/europe/india-france-hold-dialogue-on-maritime-cooperation-to-bolster-strategic-ties.html>

Climat : l'Afrique face à l'accès aux financements

Le continent africain est touché de plein fouet par les problèmes climatiques. Pour éviter le pire, un fonds climat vert a été mis en place pour aider les Etats à faire face à leurs besoins. A Dakar, la question de l'accès aux fonds est revenue sur la table lors des assises de Climate Chance Afrique.

Pour son 3ème sommet, l'ONG Climate Chance a choisi la capitale sénégalaise pour échanger avec les acteurs climatiques. La rencontre a mobilisé 2 500 personnes issues de 86 pays dont plus de 40 en Afrique. En raison de la flambée des cas de Covid-19, on a assisté à un sommet virtuel de trois jours allant du 15 au 17 septembre 2021.

L'un des thèmes abordés a porté sur l'accès aux financements climat et fond vert climat. Liane Schalatek, Directrice Associée de Heinrich-Böll-Stiftung à Washington, DC a tout d'abord expliqué qu'il n'est pas facile d'avoir un panorama du financement climatique de manière générale. Elle n'a pas manqué d'ajouter qu'il est aussi difficile d'avoir un aperçu régional au niveau de la qualité et de la quantité des données.

Parlant des résultats, elle précise « nous avons obtenu plus de 370 millions d'euros de cofinancement du fonds vert pour 5 projets et un gros programme. Ces 370 millions, sont majoritairement déployés en Afrique et très orientés sur les enjeux d'adaptation. Je vais citer un projet qu'on a monté pour lequel on a un financement du fonds vert d'environ 50 millions de dollars qui est le **projet régional d'hydrométéorologie** dans l'océan indien qui a été monté avec **la commission de l'océan indien**. On a aussi ce focus très fort sur les enjeux climat du continent africain. On est en train de monter un projet sur l'efficacité énergétique des bâtiments, l'énergie solaire, les enjeux de résilience, la protection des aires protégées dans le Sahel. L'Afrique est une priorité de notre stratégie globale à l'AFD. »

[Suite de l'article](#)

DEFORESTATION IN MADAGASCAR : HOW TO REFOREST 75,000 HECTARES PER YEAR?



THIS SUBJECT, WHICH HAS BEEN THE SAD REPUTATION OF THE COUNTRY FOR MANY YEARS, FINALLY SEEMS TO BE TAKEN SERIOUSLY BY THE MINISTER OF THE ENVIRONMENT AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT.

By our correspondents in Madagascar: Tsirisoa Rakotondravoavy & Liva Rakotondrasata Photographs: MEDD

For Baomiavotse Vahinala Raharinirina: The issue of deforestation is a central issue and I take this opportunity to announce that a major reform is underway with the project "Madagasikara Rakotr'ala" or "Reverdir Madagascar". This is the first time in almost 60 years that we have a results-oriented environmental policy and a reforestation policy based on professionalization. We are working to ensure the involvement of all and also for a useful and local reforestation. For many years we have invested in reforestation, but these often remained annual events without responsible follow-up. The approach we are taking now is totally different. It is to promote local and useful reforestation, that is, let's plant what we need, let's involve the grassroots communities and let's get a real citizen commitment. Thus, when a group of people carries out a reforestation action, they also take care of the maintenance, put up the firewalls and do not wait for the State to do everything for them once the reforestation day is over. The other change is that an information campaign is being conducted to explain to the population that it is not only about reforestation, but that we must also restore what has been destroyed. Madagascar has committed itself over ten years to restore 4 million hectares of forest landscape that have been completely destroyed. This is a huge challenge, but we are strongly committed and determined.

"99% OF PROTECTED AREAS DID NOT HAVE WATER SUPPLIES TO DEAL WITH FIRES"

We also have the obligation to conserve biodiversity which is the 4th pillar of this "Madagasikara Rakotr'ala". It is a question of leading a fight without mercy against the bush fires. All our efforts are useless if bush fires remain

a recurrent phenomenon. On this point, the Ministry of Environment and Sustainable Development has put in place a new approach, methodology, but also the mobilization of new tools. We are now working on fire weather forecasts that we share with officials at the regional, district, commune and Fokontany levels, for mobilization and especially anticipation. We also call upon the managers of protected areas and the private sector to accompany public entities in the management of fires, notably through the financing of means, something we have not done for many years. You will not believe me if I tell you that 99% of the protected areas did not have water reserves to face fires. So, all this is being reviewed, with improved working methods, better coordination of all actors. We have a lot of conservation actors in Madagascar with financial flows of up to 1 billion dollars in the last 20 years. And yet, the results are far from being up to our expectations. I don't hesitate to say it. The environment sector has failed for 20 years. Now we're turning it around.

Flora and fauna face a trifecta of threats in Seychelles

| By: [Salifa Karapetyan](#) Edited by: [Betymie Bonnelame](#)



([Seychelles News Agency](#)) - Development by humans, the introduction of exotic species to Seychelles and illegal smuggling of wildlife are some of the threats that endemic flora and fauna of the island nation face.

Some of these species are so threatened that they have ended up on the **International Union for Conservation of Nature** (IUCN) Red List.

The 115-island archipelago of the western Indian Ocean is home to a number of endemic species -- animals and plants that can only be found in Seychelles. The introduction of humans to the islands has, however, not been the best for the unique biodiversity.

Many species are listed as endangered and critically endangered on the IUCN Red List. Endangered species are very likely to become extinct in the near future whereas **Critically Endangered Species** face an even higher risk of becoming extinct in the wild.

A conservation officer at the department of environment, Sophie Morel, told SNA that "several species such as the purple swamphen, the Seychelles saltwater crocodile and the *vernonia seychellensis*, have become extinct. Some have drastically depleted in numbers and undiscovered ones may have disappeared without our knowledge due to the absence of scientific research in the past."

"Though there are wonderful success stories to be proud of as conservationists, some endemic species populations remain critically low such as the Seychelles sheath-tailed bat," she said.

This highly sensitive species, unlike many endemics that live in higher altitudes where there is an absence of human development, lives along coastal areas on granitic islands.

"In Seychelles, the granitic coastal regions have experienced the highest human development rate and this has caused a loss of their habitat, as well as a high depletion of the number of insects that they feed on. Another possible threat to the **critically endangered species** is predators such as barn owl which were introduced by humans," said Morel.

Other **critically endangered species** include the Seychelles jellyfish tree, the Seychelles forest scorpion, the Thomasset's frog, the hawksbill sea turtle and great hammerhead, among others.

Another threat to the population of endemic species is the introduction of non-native species - be it intentionally or accidentally. A large number of these introduced plants are invasive due to their rapid reproduction rates, which more often than not displaces endemic species.

"This is evident as these invasive species can be more commonly seen along nature trails when this was originally home to native plants. Examples of these invasive species are Cinnamon, Coco plum, Soapbush, Albizia and many more. Unfortunately, ornamental plants are continuously being imported to Seychelles to be planted in gardens without knowing their impacts of potentially spreading throughout the natural environment," said Morel.

Illegal smuggling of wildlife is yet another challenge endemic species face. To tackle this, the Cabinet of Ministers has approved the drafting of the Trade in Wild Fauna and Flora Bill earlier this year which will legally protect specified species from the capture, possession or trade.

Once made law, the 2020 Bill will protect all species in Seychelles from illegal trade. This will be a huge step in conservation efforts of protecting threatened species.

In its endeavours to further protect endemic species, the environment ministry is currently working on the development on a biodiversity policy that will inform the review and updates to existing legislation as well as provide for more targeted species conservation efforts.

This will include the review and establishment of species action plans for threatened species, and moving towards more active conservation efforts guided by research and science-based decision making.

Trafic d'espèces endémiques : problèmes croissants à Madagascar !

La biodiversité de Madagascar est en péril en raison des trafics d'espèces endémique et autres qui s'y opèrent, souvent sur fond de corruption. Ce sont là des problèmes croissants dans la Grande Ile, raison pour laquelle le gouvernement américain a lancé un nouveau projet de lutte contre la corruption et le trafic d'espèces à Madagascar hier. Le projet en question est doté de 3,4 millions de dollars, l'équivalent de 13. 209. 000. 000 ariary, sur une période de trois ans, pour lutter contre les problèmes croissants du trafic illégal d'espèces et de la corruption qui y est associée. Par ailleurs, l'Ambassadeur américain Amy J Hyatt n'a pas manqué de le spécifier dans sa déclaration lors du lancement officiel qui s'est tenu à Ivandry hier. Elle a indiqué que le trafic d'animaux sauvages est une infraction grave qui nuit à la prospérité économique, à l'Etat de droit, à la bonne gouvernance, aux efforts de conservation et à la santé humaine, et qui est souvent favorisée par la corruption.

Le niveau de corruption qui prévaut à Madagascar est assez élevé. La note et le classement du pays dans l'Indice de perception de la corruption (IPC) 2020 en font état. Il faut dire que la Grande Ile a pour habitude de figurer parmi les derniers de la liste avec un score médiocre. Le score de l'IPC pour Madagascar est de 25 sur 100, note équivalente à 2,5/10. Soit 149e rang sur 180 pays. Autrement dit, la Grande Ile dispose d'un environnement propice pour la croissance du trafic d'espèces. C'est pourquoi le gouvernement américain est entré en jeu pour renforcer la lutte. L'Ambassadeur américain a d'ailleurs laissé entendre que les Etats-Unis prennent ces problèmes très au sérieux, et par conséquent ils s'investissent dans la lutte pour mettre fin à la corruption et au trafic d'espèces sauvages à Madagascar. Les espèces les plus menacées par le trafic sont les bois précieux (bois de rose, ébène, palissandre), reptiles, lémuriens...

Il est à noter que le projet de lutte contre la corruption et le trafic d'espèces du gouvernement américain est financé par l'United States Agency for International Development (USAID) et dont le World Wildlife Fund (WWF) est le chef de file, rassemble un consortium de parties prenantes, notamment TRAFFIC International, Transparency International Initiative Madagascar et Alliance Voahary Gasy. Selon TRAFFIC, plus de 21.000 tortues endémiques ont été saisies lors des tentatives de trafic illégal à Madagascar entre 2018 et 2021. Le projet de lutte contre la corruption et le trafic d'espèces s'attaquera à ces problèmes complexes de plusieurs manières. Tout ce qu'on espère, c'est que cela pourra atténuer la croissance desdits problèmes dans le pays. Depuis 2013, le gouvernement américain a investi près de 60 millions de dollars dans des programmes de lutte contre le trafic d'espèces et de bois précieux, d'amélioration des moyens de subsistance et de renforcement de la gouvernance des ressources naturelles sans qu'il n'y ait d'impact concret dans la lutte.

Jean Riana

Air Madagascar : l'engagement d'une procédure de redressement judiciaire est inévitable

Air Madagascar doit entrer dans une phase de « redressement judiciaire », a confirmé le porte-parole du gouvernement et non moins ministre de la Communication et de la Culture, Lalatiana Andriatongarivo, lors d'une émission hebdomadaire sur les chaînes nationales, vendredi. Il s'agit d'une procédure destinée à permettre à la société de poursuivre ses activités, de maintenir des emplois et d'apurer ses passifs. La compagnie aérienne nationale est en effet dans l'impossibilité de payer ses dettes.

Il a été dit lors du conseil des ministres du mercredi dernier que le déficit opérationnel de la compagnie aérienne malgache et les pertes cumulées s'élèvent à environ 80 millions de dollars. Conformément aux textes qui régissent les sociétés à participation publique, c'est le conseil des ministres qui autorise ainsi cette procédure collective d'apurement du passif, communément appelée procédure de redressement judiciaire.

Le dossier d'Air Madagascar doit passer au niveau du tribunal et lorsque ce dernier prononcera le redressement judiciaire de la société, un bilan économique et social de l'entreprise est effectué. Les conséquences de l'ouverture de cette procédure devraient permettre à la société de suspendre les poursuites par rapport à ses dettes. Par ailleurs, le cours de la majorité des intérêts et majorations est arrêté. Mais cela peut également aboutir à des licenciements pour motif économique.

Les autorités malgaches reconnaissent en effet que le laxisme et la corruption mais surtout la mauvaise gestion au niveau de cette compagnie aérienne nationale ont existé et entraîné les difficultés actuelles de celle-ci. *« Il n'y a pas eu de rigueur en matière de gestion financière jusqu'ici. Les charges fixes n'ont d'ailleurs cessé d'augmenter à cause entre autres du nombre excessif des salariés. A cela s'ajoute la location des avions, deux fois plus chers que celle au niveau international ».*

L'audit mené par la société BearinPoint sur la situation d'Air Madagascar aurait confirmé les différents points faibles qui nécessitent un réel redressement de la compagnie. Ainsi, des inventaires doivent être réalisés via l'intervention des commissaires aux comptes pour pouvoir analyser les dettes. L'Etat malgache prévoit, par ailleurs, la suspension de tout contrat qui aurait causé la faillite de cette compagnie aérienne nationale.

Journée Mondiale de l'Alimentation : Maneesh Gobin accentue son message sur l'autosuffisance et l'agro-processing



Le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin a accentué son message sur l'autosuffisance et l'agro-processing en marge de la Journée Internationale de l'Alimentaire au Plaine des Papayes Multipurpose Complex, samedi 16 octobre.

Le ministre de l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin a accentué son message sur l'autosuffisance et l'agro-processing en marge de la Journée Internationale de l'Alimentaire au Plaine des Papayes Multipurpose Complex, samedi 16 octobre. Il a réitéré sur l'importance pour les Mauriciens, les agriculteurs et les fermiers de produire davantage ce que consomme la population et de consommer les produits du terroir, en vue de réduire la note des importation en termes de devises étrangères. C'est dans cette perspective a-t-il souligné que le thème de cette journée est le suivant: Manz Seki Nou Prodwir E Prodwir Seki Nou Manze.

Abordant le dossier de l'agro-processing, le ministre Gobin a fait état su success story des brèdes mouroom ("Murunga"). Rappelant que les Brèdes mouroom, prdoduites à l'échelle industrielle peut se procurer en poudre ou en produits pharmaceutiques. "Nous pouvons l'utiliser dans du yaourt, en mixer...",a-t-il dit.

Toujours en ce qu'il s'agit de la transformation, Maneesh Gobin a affirmé que les producteurs peuvent faire valoir les méthodes en vue de continuer à s'approvisionner en légumes hors-saison. De ce fait, il a fait mention de l'importance de réseaux ("net working") pour faire des échanges et transmettre des messages.

Dans un autre volet de son intervention, le ministre Gobin a rappelé que de nouveaux équipements ont été mis en place à Wooton et à Mapou pour dispenser de programmes de formation à de groupe de 12 à 15 personnes dans la filière de la transformation. "Par exemple, à travers la déshydratation des légumes, on peut les préserver sur une période de 6 à 12 mois", a-t-il souligné. [Suite de l'article](#)

Applications now open as Seychelles embraces a new industry: aquaculture

By: Patsy Athanase Edited by: Betymie Bonnelame



According to SFA there are a dozen local investors who have expressed interest to venture into the sector.

(Seychelles News Agency) - Private and foreign investors in Seychelles interested in aquaculture can now apply for a license after the sector was officially launched on Saturday.

Coinciding with **World Food Day**, the sector was launched at the Eden Bleu Hotel. A new website www.seychellesaquaculture.com explains how to apply for a licence.

The head of the aquaculture department at the **Seychelles Fishing Authority** (SFA), Aubrey Lesperance, said informal discussions have been held with potential investors.

"We could not entertain the applications prior to the launch but this is now possible, and we are inviting the private investors to go to our website for more information about the types of licenses they want as well as do the necessary registration procedures with the Seychelles Investment Bureau. This will allow the SFA then to consider their applications," he said.

The Minister for Fisheries and the Blue Economy, Jean-Francois Ferrari, described the launch as an exciting journey showing that Seychelles is ready to embark on a new milestone in its development.

Ferrari said that aquaculture was one of the fastest growing global industries, and presently accounts for supplying 51 percent of all fish consumed in the world.

"Our oceans can't keep up with this demand and aquaculture is the only way that this demand can be met. In this way, aquaculture supports our global fisheries," he added.

According to SFA there are a dozen local investors who have expressed interest to venture into the sector and some of them were present at Saturday's ceremony.

One businessman, Gonzague Dailoo, who has been doing crab farming for the past 25 years, said he hopes the aquaculture sector will thrive and he hopes Seychelles will take a more organic approach to aquaculture.

"Ten years into this activity I noticed that the number of crabs from the marshland was reducing so it was then that I decided to focus on crab farming. I am glad that this will now be open for other potential businesses in Seychelles to relieve pressure on some marine species. It is a good initiative and better late than never," said Dailoo

Lesperance said that the journey to develop the Seychelles Aquaculture Sector has been a long one but was worth every minute.

A mariculture master plan for Seychelles started in 2007 and the government made a decision to develop the plan in 2011 as part of its plan to diversify the economy of the archipelago in the western Indian Ocean. The plan is to help reduce pressure on the fisheries sector, the second top contributor to the Seychelles' economy after tourism.

The opening of a broodstock, acclimation and quarantine facility at the Providence Fishing Port in 2019 marked the opening of the industry in the island nation.

Lesperance said that the government's decision to adhere to an Ecosystems Approach to Aquaculture development was not taken lightly and investors should take note when applying.

"We believe firmly in its triple-bottom-line approach which looks at not only the economic benefits that could be generated but also considers the environmental and social aspects. That being said, investors, are being encouraged to take note of this important factor when considering investing in aquaculture in Seychelles", said Lesperance.

Comores-Emirats Arabes Unis : Des hommes d'affaires émiratis ambitionnent investir aux Comores

La coopération et le partenariat entre les Comores et les Emirats Arabes Unis prennent une nouvelle dimension qui motive les investisseurs privés à venir aux Comores. Le ministre en charge des investissements a reçu, samedi dernier, une délégation émiratie. Le chef de la délégation a exprimé la volonté de vouloir aller très vite dans la mise en place de la stratégie d'implantation de son groupe dans le pays.



La coopération entre l'Union des Comores et les Emirats Arabes Unis ne se limite pas seulement sur la défense et la sécurité, elle s'étend encore dans le domaine de l'économie et de l'investissement. Cette coopération commence à donner ses fruits surtout que les Comores sont classées parmi les pays à revenu intermédiaire. C'est à cette occasion que le ministre de l'économie, de l'industrie, des investissements chargé de l'intégration économique, Mze Abdou Mohamed Chanfiou a reçu, samedi 16 octobre dernier dans son bureau, Saeed Almiqbal, Ambassadeur des Emirats Arabes Unis accrédité à Moroni, accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires émiratis du Group Talc Investment CEO et du Groupe Accor pour manifester leur disponibilité de venir investir aux Comores.

Selon le chef de la délégation Nabil Challita, l'objectif de la mission aux Comores est d'identifier des opportunités d'investissement à travers les multiples potentialités qu'offrent le pays, notamment le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Dans leurs échanges, le chef de la délégation a exprimé la volonté de vouloir anticiper pour la mise en place de la stratégie d'implantation de son groupe dans le pays.

Pour sa part, Mze Abdou Mohamed Chanfiou, ministre comorien de l'économie a souligné la volonté du Chef de l'Etat et du gouvernement de soutenir et d'accompagner les investisseurs étrangers qui concourent au développement économique des Comores.

Kamal Saïd Abdou

Voyage : hausse des réservations sur les vols en direction de Maurice



L'aéroport Sir Seewoosagur Ramgoolam retrouvera bientôt ses activités d'antan.

Maurice s'attend à ce que la haute saison soit meilleure que l'année dernière. Cela, en raison de l'engouement des voyageurs internationaux qui souhaitent profiter de l'assouplissement des restrictions sanitaires. Ainsi, en décembre, le total des sièges pour Maurice sera quasi similaire à celui de la même période en 2019.

Une hausse des réservations pour Maurice est notée suite à la réouverture des frontières. Dans ce contexte, une augmentation des vols de et vers les marchés les plus populaires est prévue. L'hôtel du gouvernement suit cela de près, car le retour des touristes veut dire que l'économie du pays va redémarrer. « Pour le mois de décembre, le nombre de sièges qu'Air Mauritius et les autres compagnies d'aviation vont mettre à disposition, représente 97 % de ce que le pays était en train d'offrir avant la Covid-19, soit en décembre 2019. C'est quasiment la même capacité », affirme-t-on au bâtiment du Trésor.

Ce n'est pas tout. En effet, il y aura bientôt une stratégie pour vendre la destination de Maurice afin d'attirer un plus grand nombre de touristes. « Il y aura désormais une coordination entre Air Mauritius, la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA), et l'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM) pour faire la 'destination marketing'. Cela consiste à promouvoir une destination auprès de visiteurs potentiels dans le but d'augmenter le nombre de personnes qui s'y rendent. Il s'agit également d'accroître la notoriété de la destination, en vue de rehausser la demande et d'améliorer sa réputation », indique un cadre d'Air Mauritius. Ce dernier souligne que nles messages doivent être cohérents et uniformes, afin que tous ceux concernés par ce secteur puissent en sortir gagnants. [Suite de l'article](#)

UN Global Compact Maurice et OI : Un relais stimulant pour affirmer la vision durable de l'entreprise



Le Global Compact Network Mauritius & Indian Ocean, relais régional du Global Compact des Nations Unies, célèbre sa première année d'existence dans la promotion d'une économie mondiale plus durable et plus inclusive à travers la citoyenneté d'entreprise. Il s'agit du premier réseau régional en Afrique qui offre aux entreprises et associations à but non lucratif la possibilité d'intégrer durablement dans leurs opérations les dix principes du Pacte mondial des Nations unies.

Créée en 2020 et basée à Maurice, l'antenne régionale fonctionne grâce à l'appui de ses quatre membres fondateurs : IBL, AfrAsia Bank, MCB et Axian Group de Madagascar. Son conseil d'administration a été constitué en octobre 2020 avec à sa tête Luvna Arnassalon-Seerungen, Head of Sustainability à IBL. « Nous mesurons pleinement la portée de ce Pacte mondial des Nations unies, et c'est un privilège pour la région océan Indien de pouvoir s'appuyer sur un réseau officiel et une structure permanente pour réaliser la mission de cette grande initiative internationale. Nous sommes convaincus que les engagements du Global Impact trouveront un écho prodigieux auprès des organisations sensibles aux enjeux d'une économie mondiale durable et inclusive », explique la présidente du conseil d'administration.

Salimah Jaulim Islam, Manager du Global Compact Network Mauritius & Indian Ocean : « Depuis son lancement en 2020, notre réseau régional opère avec une vision claire et sur la base d'une direction stratégique. Notre action prioritaire consiste à inciter le plus grand nombre d'entreprises et d'organisations à s'engager pour la construction de sociétés plus stables et durables ».

